



ACTION
PRATICIENS
HÔPITAL



CP – Action Praticiens Hôpital du 26 juin 2023.

Tous en grève le lundi 3 juillet 2023 !

A Paris, le 26 juin 2023.

Le lundi 3 juillet 2023, les praticiens hospitaliers des hôpitaux publics français seront en grève.

Ils réclament une revalorisation significative des tarifs des gardes et astreintes qui n'ont pas changé en 12 ans alors que l'inflation cumulée progressait de plus de 25% sur la même période.

Ils réclament la correction des anomalies salariales liées au Ségur de la Santé et au plan Ma santé 2022 ayant entraîné un écrasement du début de carrière et des inversions salariales notables (les nouveaux arrivants dépassant ceux nommés les années précédentes). Ils exigent simplement de pouvoir atteindre le dernier échelon dans la nouvelle grille, car avec l'obligation d'avoir 36 ans d'ancienneté quand les néo-nommés l'obtiendront à partir de 32 ans, un grand nombre de praticiens nommés avant octobre 2020 ne pourra jamais bénéficier de cet échelon.

La permanence des soins pour toute la pathologie urgente repose essentiellement sur les praticiens de l'hôpital public. C'est la partie la plus pénible de l'exercice médical hospitalier. Autrefois correctement valorisée, ce n'est aujourd'hui plus du tout le cas alors que l'activité sur ces périodes a fortement augmenté. Cela n'est plus acceptable !

Très peu de salariés français sont soumis à ce régime de travail pendant 24 heures d'affilée avec des périodes de repos aléatoires et très courtes. Cette sujétion doit être reconnue et indemnisée à la hauteur de sa pénibilité, de sa spécificité et de son utilité sociale. Nous sommes très loin du compte aujourd'hui !

L'ensemble du système de santé français est financé sur le budget de la sécurité sociale. Depuis la mise en place de l'ONDAM et de la tarification à l'activité, le dumping social s'est installé à l'hôpital public. Des conditions de travail qui se dégradent, des vacances de poste et de l'absentéisme ainsi qu'une absence de reconnaissance du travail réalisé en particulier sur les horaires de nuit et de week-end sont les conséquences des politiques comptables qui nous sont imposées. Comment s'étonner des difficultés de recrutements actuelles surtout après la grande claque du COVID.

Les règles budgétaires actuelles font systématiquement peser sur les ressources humaines hospitalières les contraintes financières liées à l'augmentation des charges, le sous-financement chronique de l'ONDAM qui n'est pas compatible avec l'élargissement du panel de l'offre de soins de plus en plus performants, techniques et donc coûteux.

La prochaine étape de cette recherche permanente d'efficience dans la diminution des coûts sera-t-elle la délocalisation des hôpitaux français ou peut-être des hôpitaux avec des praticiens et des soignants virtuels ?

Nous ne pouvons continuer à subir inexorablement cette évolution dégradante sans protester. Nos professions et notre activité sont en danger et cela représente un risque sociétal majeur. Il n'y a aujourd'hui aucun backup à l'hôpital public car ce qu'il réalise au quotidien n'a pas et ne peut pas avoir la moindre rentabilité. Si nous nous écroulons ce sont des pans entiers de la médecine qui disparaîtront car n'offrant aucune certitude de rentabilité à ceux qui devraient éventuellement les reprendre.

Cette spécificité doit être correctement financée et les praticiens hospitaliers, comme l'ensemble des personnels des hôpitaux publics ne doivent plus être la seule variable d'ajustement des équilibres budgétaires car la seule à peu près contrôlable par les directions hospitalières et les ARS. L'injustice majeure du Ségur sur la spoliation de 4 années d'ancienneté pour les praticiens nommés avant octobre 2020 doit être immédiatement corrigée.

Le lundi 3 juillet, tous les praticiens des hôpitaux publics seront en grève pour la survie de leurs équipes respectives et des activités qu'elles réalisent au service de l'ensemble de la population. Ce déséquilibre de reconnaissance doit dès aujourd'hui prendre fin.

**Dr Jean-François
Cibien**
Président APH
Président AH
jf.cibien@sudf.fr
06 07 19 79 83

Dr Carole Poupon
Vice-présidente APH
Présidente CPH
carole.poupon@aph-
france.fr
06 76 36 56 67

Dr Yves Rébufat
Délégué général APH
Président exécutif AH
yves.rebufat@snphare.fr
06 86 87 62 76

Dr Marie-José Cortes
Vice-présidente APH
mariejo.cortes@aph-
france.fr
06 12 23 94 00

